

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 115, Avril 2014

## 2017 : Sarkozy-Le Pen

Attendez-vous à savoir...

**Scénario le plus probable :** Valls, chouchou des sondages, et nommé premier ministre pour cette raison, s'effondre à son tour. Le chômage, en effet, ne recule pas assez vite. Les entreprises engrangent les cadeaux, mais comment pourraient-elles embaucher si les carnets de commande sont vides ? Et comment la consommation pourrait-elle repartir si la population voit ses salaires stagner, et surtout si elle s'inquiète de l'avenir, avec la précarité et l'insécurité de l'emploi ?

Sarkozy fait un retour en force. Les concurrents, Fillon, Copé, Vauquier, et même Juppé, sont balayés, ils ne font pas le poids (les sondages ne leur donnent aucune chance) face à l'animal politique, l'homme de spectacle qu'est Sarkozy, qui n'a à s'embarrasser d'aucun scrupule, et qui n'a de compte à rendre à personne. Sarkozy dit qu'il a changé, il a chassé son mauvais conseiller (Buisson), il mène une campagne à gauche, citant Jaurès et Blum dans tous ses discours (merci Guaino). Et on le croit. Comment n'aurait-il pas changé, après toutes les épreuves qu'il a subies ? Les casseroles ? Quelles casseroles ? Des inventions d'envieux. Des vengeances de juges. D'ailleurs, il faudra bien les supprimer, une fois pour toutes, ces juges d'instruction. Rien ne vaut l'onction électorale. Patrick Balkany récemment mis en cause dans une affaire de fraude fiscale, n'a-t-il pas été réélu ? Et Serge Bechter, bras droit de Dassault mis en examen pour achat de votes ? Et Gilles Bourdouleix, à Cholet, condamné pour « apologie de crime contre l'humanité » ? Et Jacques Bompard, à Orange, poursuivi pour « prise illégale d'intérêt » ?

Le Pen s'envole. Les faits ne lui donnent-ils pas raison ? Valls n'est-il pas « sarkocompatible » ? N'a-t-il pas dit lui-même que le socialisme n'a plus de sens ? UMP et PS ne mènent-ils pas la même politique, le même néolibéralisme, qui conduit tous les pays d'Europe, les uns après les autres, à la désindustrialisation sauvage, au chômage massif, au démantèlement des services publics, à la corruption d'une partie des élites ? Ne convient-il pas d'essayer autre chose, qu'on n'a pas encore essayé (croit-on) ? Repli sur l'hexagone, retour au franc. Boutons l'étranger hors de France... Que du bon sens !

**Alors vous, vous choisirez qui au deuxième tour ? Sarkozy, ou Le Pen ?**

Y a-t-il encore une chance pour que ce scénario catastrophe (qui écarterait pour longtemps la gauche des affaires du pays) puisse être évité ?

Car, pour l'heure, **la gauche existe encore en ce pays**. Il n'y a eu en réalité ni « vague bleue », ni vague « bleu Marine ». Le seul événement, c'est l'abstention massive de l'électorat de gauche. C'est la déception et la colère de ceux qui avaient massivement voté Hollande en mai 2012. L'intransigeance de Cécile Duflot et Pascal Canfin, qui n'ont pas cherché à marchander leur présence dans le gouvernement Valls, est plutôt réconfortante. Comment croire, en effet, après deux ans d'immobilisme ou de reculs, que la grande affaire du moment va être la transition énergétique ? Et que la nécessaire remise à plat fiscale n'est pas purement et simplement abandonnée (au contraire, le gouvernement, pour plaire à la droite et aux « 1% » les plus favorisés, annonce des réductions d'impôt... ) ?

A Grenoble, c'est une nouvelle gauche, EELV-PG-citoyens, qui émerge.

**Ce n'est pas tout le système politique qui est en crise, c'est la gauche au pouvoir.** Il est malheureusement trop facile de décrire les errements du chef de l'Etat, son absence de vision à long

terme, son incapacité à équilibrer justice sociale et efficacité économique, ses méthodes actuelles de gouvernement, collant à l'actualité, et faites d'avancées vite suivies de reculs.

Les parlementaires de gauche savent très bien qu'une prochaine étape de la descente aux enfers les emportera. Il est grand temps qu'ils fassent entendre leur voix, qu'ils élaborent des propositions politiques collectives. Une centaine d'entre eux ont élaboré un « contrat de majorité » (réorientation de la politique européenne, refus d'une politique unilatérale de baisse des charges aux entreprises sans contrepartie, augmentation du pouvoir d'achat), et ont fait savoir qu'ils ne voteront pas comme des godillots la confiance qui leur sera demandée. 40 % des dirigeants du Bureau National du PS appellent à une autre politique à gauche (et font circuler une pétition parmi les militants socialistes). Ce n'était jamais arrivé dans l'histoire du PS.

**Les intellectuels, les citoyens, doivent sortir de leur silence.** A la télévision, la démocratie est souvent réduite aux acteurs purement politiques, et aux représentants de médias et des instituts de sondages. La renaissance de la gauche implique un travail sur la longue durée, qui ne peut être confié aux seules équipes du pouvoir exécutif.

**Des combats sont à mener, sans attendre. Contre le projet de grand marché transatlantique UE-USA,** concocté en secret, qui vise à rien moins qu'à démanteler l'appareil législatif et réglementaire de 28 Etats, considéré comme un obstacle excessif à la concurrence. Et **pour réorienter l'Union européenne,** pour la remettre au service des peuples et non plus des marchés financiers.

**L'heure est grave. Il faut refonder la gauche, réorienter l'union européenne. Chacun de nous à son rôle à jouer.**

## Bonnes nouvelles

**Baisse historique du nombre de décès par rougeole.** On est passé de 562 000 morts en 2000 à 122 000 en 2012. Ces progrès résultent de la couverture mondiale par la vaccination systématique, et à l'introduction systématique, dans 145 pays, d'une deuxième dose du vaccin pour assurer l'immunité et éviter les flambées épidémiques. (*Le Monde, 5 mars*).

**Un test sanguin prédictif de la maladie d'Alzheimer.** Des équipes américaines ont mis au point un test sanguin qui permet de savoir si une personne en bonne santé a des risques de développer un Alzheimer. 10 marqueurs lipidiques ont été identifiés, dont la présence permet de prédire avec une fiabilité de 90 % si une personne ne présentant pas de symptômes développera la maladie dans les trois années suivantes (*Le Monde, 12 mars*).

## Monde

**Inégalités.** Les forces de la mondialisation financière ne risquent-elles pas de conduire le siècle qui s'ouvre à une concentration du capital encore plus forte que toutes celles observées dans le passé, à moins que ce ne soit déjà le cas ?

L'inégalité des patrimoines tend à s'élargir sans limite : les patrimoines les plus importants obtiennent en moyenne des rendements plus élevés. Les fortunes mondiales les plus importantes ont progressé de 6 à 7 % par an, sensiblement plus vite que la moyenne des patrimoines. Le monde compte 1 400 milliardaires, qui se partagent 5 400 milliards de dollars.

L'évolution « naturelle », la « main invisible du marché », pousse vers une divergence de type oligarchique, où l'ensemble des pays serait détenu par les milliardaires et autres multimillionnaires. A moins que les peuples pressurés, dominés, excédés, n'imposent un mécanisme de régulation, par exemple un impôt mondial sur le capital (*lire « le capital au XXI<sup>e</sup> siècle », de Thomas Piketty ; notes de lecture disponibles sur simple demande*).

**Croissance.** Aussi espéré que Sœur Anne, le « retour de la croissance » ! La croissance ne reviendra pas. Le taux de croissance mondial de 4 % par an que nous avons connu dans les années 1950-1990 était le plus élevé qu'on ait jamais observé ; il correspond à des circonstances qui ne se renouvelleront pas : un taux de croissance de la population de 2% par an dans les années 1950-1970, lui aussi jamais vu dans l'histoire, et le rattrapage des Etats-Unis par l'Europe ravagée par les deux guerres mondiales (*là encore, lire Piketty*).

Et de toute façon, une croissance forte est insoutenable pour l'environnement (gaz à effet de serre, épuisement des ressources minières, pollution de l'air et de l'eau, extinction de la biodiversité...). Ce sont « les marchés », entendez les marchés financiers, c'est-à-dire les rentiers et autres capitalistes, à courte vue, qui ont besoin de la croissance. C'est le moteur de l'enrichissement. Et après eux le déluge !...

## Europe

Pour réduire la **dette** des Etats, il existe trois méthodes que l'on peut combiner dans différentes proportions : l'impôt sur le capital, l'inflation et l'austérité. L'impôt exceptionnel sur le capital privé est la solution la plus juste et la plus efficace. A défaut, l'inflation peut jouer un rôle utile : c'est d'ailleurs ainsi que la plupart des dettes publiques ont été résorbées dans l'histoire. La solution la pire, en termes de justice comme en termes d'efficacité, est une cure prolongée d'austérité. C'est pourtant celle qui est suivie actuellement en Europe.

L'exemple historique le plus intéressant d'une cure prolongée d'austérité est celui du Royaume-Uni au XIX<sup>e</sup> siècle. Il aura fallu un siècle d'excédents primaires (environ 2-3 points de PIB par an en moyenne de 1815 à 1914) pour se débarrasser de l'énorme dette publique issue des guerres napoléoniennes. Au total, les contribuables britanniques ont versé plus de ressources en intérêts de la dette qu'ils n'en ont consacrées à leurs dépenses totales d'éducation. Pour le grand bénéfice des détenteurs des titres de dette.

Le patrimoine public net est certes presque nul, compte tenu de l'ampleur des dettes publiques, mais le patrimoine privé net est tellement élevé que la somme des deux n'a jamais été aussi élevée depuis un siècle. Donc l'idée selon laquelle nous serions sur le point de laisser des dettes honteuses à nos enfants et petits-enfants, et que nous devrions nous ouvrir la tête de cendres pour nous faire pardonner, n'a tout simplement aucun sens.

Plutôt que de se soucier de la dette publique, il serait plus urgent de se soucier d'augmenter notre capital éducatif et d'éviter que notre capital naturel se dégrade (réchauffement climatique, ...) (*Thomas Piketty, encore*).

L'Union européenne conduit une politique stupide, contraire à l'intérêt de ses peuples (mais conforme à l'intérêt de l'oligarchie -les fameux « 1% »- qui gouverne le monde). Faut-il alors que chacune des nations qui la constitue se replie sur elle-même, comme nous y invite la famille Le Pen ? Chacune de ces nations pèserait bien peu dans le vaste monde. Seule l'oligarchie mondiale y trouverait son compte, elle qui se rit des frontières. Au contraire, pour les pays européens, la priorité aujourd'hui devrait être de **réorienter l'Europe**, de **bâtir une puissance publique continentale** capable de reprendre le contrôle du capitalisme patrimonial et des intérêts privés, et de **porter haut le modèle social européen** au XXI<sup>e</sup> siècle ; les petits désaccords entre modèles nationaux sont relativement secondaires, tant il est vrai que c'est la survie du modèle commun qui est ici en cause.

Avant la création de l'euro, il était possible de dévaluer la monnaie, ce qui permettait au moins de rétablir la compétitivité et de relancer l'activité économique. La spéculation sur les taux d'intérêt nationaux est encore plus déstabilisante que les spéculations qui existaient autrefois sur les taux de change intra-européens. Seule une mise en commun des dettes publiques au sein de la zone euro, ou tout du moins des pays en son sein qui le souhaitent, permettrait de sortir de ces contradictions. Il faut créer un véritable Parlement budgétaire de la zone euro. Les Allemands et les Italiens ont proposé l'élection au suffrage universel d'un président de l'Union européenne. Mais, par -delà les alternances politiques, la France est hélas absente de ce débat. (*Thomas Piketty, toujours*).

## Les pays « périphériques » de la zone euro vont mieux...

C'est le quotidien vespéral des marchés (*Le Monde*, 5 avril) qui le dit. **Ils vont mourir guéris ! Irlande.** Premier pays à être sorti de la tutelle de la « troïka » (BCE, FMI, UE). Le taux de chômage est à 11,7 %, la dette publique atteint 120 % du PIB.

**Portugal.** Va sortir du plan d'aide le 17 mai. Lisbonne a réduit les effectifs et les salaires publics et réformé (on se doute dans quel sens) les retraites. La dette publique reste élevée (130 % du PIB) ainsi que le chômage (15,3 %).

**Grèce.** Athènes annonce son retour sur les marchés en juin. La croissance reste privée de moteur (-3,7 % du PIB en 2013, 0,6 % prévu en 2014), et la dette publique frôlera les 177 % du PIB en 2014.

**Espagne.** Le taux de chômage reste très élevé (25,6 %), la dette publique est passée à 94 % du PIB. Mais l'Espagne devrait connaître 1% de croissance en 2014 grâce au rebond des exportations.

## Grande-Bretagne

La fortune du duc de Westminster se monte à 9 milliards d'euros, l'équivalent de ce que possèdent les 10 % les plus pauvres du pays. Les cinq familles les plus fortunées du Royaume-Uni détiennent 33,7 milliards d'euros, soit plus que les 20 % les plus pauvres, soit 12,6 millions de personnes.

Entre crise économique et sanctions contre les bénéficiaires d'allocations sociales, le nombre de banques alimentaires explose pour répondre aux besoins des plus démunis. Les associations s'inquiètent du « retour de la faim ». (*Le Monde*, 6-7 avril).

## France

**Trois pistes pour changer de cap** (*Politis*, 3 avril)

**S'attaquer enfin, réellement, à la transition énergétique.** Diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, réduire notre dépendance de l'étranger pour l'approvisionnement énergétique (nos importations de combustibles fossiles pèsent aujourd'hui 70 milliards d'euros par an), sortir 5 à 8 millions de Français de la précarité énergétique, mettre en valeur des territoires (gisements éolien, solaire, marin), réduire la pollution de l'air, réorienter des secteurs entiers de l'activité économique (transport, bâtiment), fermer 20 réacteurs nucléaires d'ici 2025. Un collectif de 9 associations (dont le Réseau action climat, Agir pour l'environnement ; France nature environnement, ...) a élaboré un projet de loi qui détaille tout cela. A la clé, création de 600 000 emplois d'ici à 2030.

**La réduction du temps de travail.** Le passage aux 32 heures permettrait de diminuer rapidement le chômage. Au moins de moitié. Jean Gadrey a montré que ce serait possible, sans baisse des revenus pour les salariés touchant jusqu'à 3 à 4 fois le Smic, en finançant ce surcoût salarial « sur la base du surcoût du capital, soit environ 100 milliard d'euros par an, en incluant les dividendes excessifs ». L'opposition forcenée du patronat et de la droite néolibérale à la RTT s'explique par le fait que le partage du travail est l'une des mesures les plus dangereuses contre leur logique néolibérale à outrance (le chômage de masse est en effet pain bénit, car il maintient une pression considérable sur des salariés fragilisés).

**Une fiscalité plus juste, enfin.** Il faut revenir sur les cadeaux fiscaux, le CICE et le « pacte de responsabilité », qui représentent 35 milliards d'euros par an, soit 40 % des recettes de l'impôt sur le revenu. Il faut élargir l'assiette de l'impôt sur les sociétés, en remplaçant l'assiette actuelle par l'excédent net d'exploitation (comme cela a été envisagé lors de la discussion au Parlement à l'automne 2013 du projet de loi de finance). Il faut instaurer une tranche supplémentaire à 60 % pour les revenus supérieurs à 100 000 €. Il faut baisser la TVA, notamment sur les transports (*et il faut revenir sur à la fiscalité du capital (ISF, héritage, dons) de l'époque Jospin, démantelée sous Chirac et Sarkozy, note JPA*).

**Le statut de la SNCF et de la RATP dans le viseur à Bruxelles.** Vous croyez que charbonnier est maître chez soi ? Mais l'Europe juge illicite le soutien de l'Etat à certains établissements publics !

Dans le cadre d'un litige entre la France et la commission de Bruxelles à propos de la Poste, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu le 3 avril une décision où elle estime qu'à travers son statut d'Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) – qui est aussi celui de la SNCF, de la RATP, du Réseau Ferré de France, de la Comédie française, ...- La Poste bénéficiait d'une « garantie implicite illimitée » de la part de l'Etat. Ce statut permettait à l'entreprise d'emprunter à des taux avantageux. Pareille garantie constitue une « aide d'Etat illicite » faussant la concurrence entre entreprises publiques et privées.

Pour les autres EPIC, l'arrêt constitue une menace majeure

« Quel est l'intérêt pour les usagers ? Quel serait le réseau de transport en Ile-de-France s'il n'y avait pas eu des entreprises adossées à l'Etat depuis la Libération ? », demande le secrétaire général de l'UNSA à la RATP (*Le Monde*, 5 avril).

*[L'affaire est d'une gravité exceptionnelle. On voit la logique sous-jacente : le démantèlement de l'Etat, auquel il ne resterait plus que les fonctions régaliennes, armée, police, justice. On voit bien quels en sont les bénéficiaires : pas les citoyens ; les oligarques du 1%, puisque tout entre dans le domaine du commerce privé.*

*La même logique antidémocratique est à l'œuvre avec le projet de grand marché transatlantique. Si les traités européens imposent cela, il faut changer les traités, il faut désobéir aux traités.]*

## **Il y a dix ans dans CMM : voilà ce qu'on pouvait espérer, si on voulait « positiver »**

*« ... un extrait du livre d'Histoire des éditions Hacheuil, classe de troisième, paru en 2014*

### **2000-2010 : l'extension et l'approfondissement de la démocratie**

#### **La montée des périls**

La chute du mur de Berlin en 1989, suivie peu après (1991) de l'effondrement de l'Union Soviétique, a semblé symboliser la victoire définitive du « capitalisme » sur le « socialisme », dont la confrontation s'était étalée sur tout le XX<sup>ème</sup> siècle. La contre-utopie opposée à l'utopie soviétique s'est alors déployée sans partage (ce qu'on a appelé « la **pensée unique** ») : il s'agissait d'une foi quasi-théologique en une économie dans laquelle les ressources seraient entièrement allouées par un marché sans restriction, dans des conditions de concurrence illimitée.

La mondialisation financière, qui s'est développée de façon fulgurante, a substitué aux choix des peuples des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. Elle a abouti fort logiquement à l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, à la généralisation de la **précarité** et à l'extension de la pauvreté. Elle a généré des **inégalités** colossales, entre le Nord et le Sud de la planète comme au cœur des pays développés. De la misère et de la frustration, se sont nourris l'obscurantisme et le fanatisme, générant partout un accroissement de la **violence**.

Tout le monde faisait comme si les ressources de la planète étaient illimitées... mais **l'épuisement des réserves minières** a fini comme apparaître de plus en plus proche, à commencer par celui du pétrole, que la seule superpuissance de l'époque (les Etats-Unis d'Amérique), principale consommatrice, a cherché à contrôler, en usant de sa suprématie militaire.

Et au tout début du XXI<sup>ème</sup> siècle, la communauté scientifique a détecté un phénomène entièrement nouveau : le **réchauffement de la planète**, conséquence de l'augmentation de la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère, résultant de l'utilisation massive des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) depuis le début de l'ère industrielle. Et que les conséquences de ce réchauffement, important et rapide au regard de toute l'histoire de la vie sur terre, risquaient d'être catastrophiques (désertification, inondations, famines, ...).

#### **Le tournant de 2010**

Alors que les nuages s'accumulaient, plusieurs signes montraient qu'une période était en train de s'achever. A l'Organisation Mondiale du Commerce, forum de négociations créé en 1995 pour supprimer toutes les protections douanières des Etats, la mobilisation citoyenne, et l'union de pays du Sud, réussirent à mettre en échec les projets prédateurs du Nord (Seattle, Cancun). La Chine, en forte croissance, prenait conscience de la question écologique.

Mais le déclin du changement est apparu en **Europe**. A l'occasion de l'entrée en 2004 dans l'Union européenne de douze pays d'Europe centrale et orientale, il apparut que les institutions européennes n'étaient pas adaptées. L'Assemblée Européenne élue se déclara Assemblée Constituante. S'appuyant sur les traditions démocratiques partagées par l'ensemble des Etats de l'Union, sur la prise de conscience par les peuples de la gravité de la question écologique et de la question sociale (chômage, précarité), l'Assemblée échauffa une **constitution** qui établissait un partage pertinent des compétences entre les Etats et l'Union, qui décrivait les mécanismes de prise de décision et qui instituait des **contre-pouvoirs** indépendants pour se prémunir contre les abus de tout ordre (pouvoir judiciaire, médias, Université, droit d'initiative citoyenne). La Constitution Européenne fut approuvée par referendum au sein de chaque Etat membre et entra en vigueur en 2010.

Des instances de **planification démocratique** furent mises en place, qui recherchaient le plus large consensus après exploration de scénarios contrastés mais réalistes, et débat public. En raison de l'urgence, les questions relatives à l'énergie, au transport, à la recherche, à l'eau, leur furent soumises en priorité.

La production des biens et des services continua d'être répartie entre collectivités publiques (Union européenne, Etats, régions, villes) et secteur privé.

L'Union Européenne se dota d'une législation sociale (harmonisation du droit du travail), écologique et fiscale, afin d'éviter le « dumping » d'un Etat à l'autre.

## L'extension en tache d'huile

Ce que l'Union européenne était parvenue à réaliser, entre des Etats qui s'étaient souvent constitués les uns contre les autres, et qui tenaient à sauvegarder leurs spécificités, servit de référence pour la constitution de groupes continentaux, et pour l'Organisation des Nations Unies.

Au début du siècle, celle-ci était encore profondément marquée par la situation héritée de la deuxième guerre mondiale, avec un Conseil de Sécurité dans lequel cinq « membres permanents » (Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Russie et Chine) disposaient d'un droit de veto, et une Assemblée Générale où chaque pays, quel que soit son nombre d'habitants, disposait d'une voix. Porté par le sentiment très fort du caractère unique et fragile de notre planète, et qu'il s'agissait tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir du monde, un mouvement populaire au niveau mondial, ponctué de « forums sociaux », se fixa pour but de **démocratiser les institutions internationales**. En 2015, une constitution mondiale fut mise en chantier. Elle a été votée par les trente premiers Etats en 2031, et à ce jour, elle a été ratifiée par un ensemble d'Etats représentant 95 % de la population de la planète.

Parmi ses premières missions figure le maintien de la paix. Sous l'égide des Nations-Unies, le conflit israélo-arabe, qui s'éternisait depuis des décennies, trouva enfin une solution, avec la reconnaissance des droits et d'un Etat d'Israël, et d'un Etat palestinien (traité de Nicosie, 2012).

En 2000, l'ONU disposait de ressources très insuffisantes. Une **taxe** sur les mouvements de capitaux et sur les ressources fossiles (2021) lui a permis de disposer de moyens d'actions adaptés à ses missions : forces de maintien de la paix, aide d'urgence en cas de catastrophe naturelle ou climatique, aide au développement, ... En particulier, l'ONU a beaucoup aidé les pays autrefois dits « sous-développés » (essentiellement les pays qui avaient été sous domination coloniale) à construire des services publics (formation, eau, santé, transports, ...) et à instituer une réelle démocratie.

La Chine, qui était devenue l'atelier du monde, mais qui avait pris assez tôt conscience des risques que lui faisaient prendre la dépendance énergétique, s'intéressa de près aux expériences européennes de maîtrise de l'énergie, et cessa de s'inspirer du mode de développement occidental symbolisé par la circulation automobile, pour au contraire chercher à satisfaire de façon durable les vrais besoins. Elle entreprit de démocratiser ses institutions, non sans mérite, compte tenu de l'immensité du pays, et de l'absence de tradition démocratique. Peu à peu, avec prudence, elle institua des mécanismes de contre-pouvoir, et au milieu du siècle, elle pouvait être considérée à juste titre comme une démocratie pleine et entière.

D'autres blocs continentaux ont subsisté (comme l'Inde), ou se sont constitués, comme le monde arabe (la passerelle avec l'Europe étant assurée par la Turquie, intégrée dans l'Union européenne en 2013), l'Union africaine (qui a connu un net redressement, après avoir réussi à donner un coup d'arrêt aux maladies), l'Amérique du Centre et du Sud.

Les anciens champions de la « guerre froide », Etats-Unis d'Amérique et Russie, ont connu, l'un un déclin rapide, l'autre une pénible stagnation : le premier, qui a longtemps vécu au-dessus de ses moyens, n'a pas su percevoir à temps la nécessité d'un développement plus sobre, et a du mal à rembourser ses dettes ; le second, parce qu'il n'avait jamais connu d'élections réellement libres, et à

cause de la présence de maffias incrustées dans tout le corps social. L'un et l'autre bénéficient de programmes d'aide de l'ONU. »

**Quelqu'un, parmi les lecteurs de CMM, veut-il réécrire cette page du livre d'histoire de 2054 ?**

---

### **Courrier des lecteurs**

**L.G. :** Prétendre que Sotchi soit ... " dans une zone subtropicale " est un peu hâtif ! C'est à la même latitude que Nice ! Révissez votre géographie.

**Pi D. :** Ta vision de 2054 et du bonheur dans la palabre est bien en phase avec celle du parti socialiste. Comme j'ai noté qu'on allait palabrer sur l'implantation d'une nouvelle éolienne je te transmets un lien qui peut t'intéresser. <http://www.youtube.com/watch?v=1aCHN6dytVY>

**D.C. :** - dans le premier papier, le lecteur ne parvient pas à savoir si tu appelles à la création d'une Europe supranationale ou si, au contraire, tu le redoutes.

- Tu sembles aussi trouver que l'institution de "primaires" à l'UMP et au PS est une bonne chose. Ce n'est pas mon avis : le choix de candidats d'un parti à quelque élection que ce soit doit être l'apanage exclusif des militant(e)s dudit parti. Si l'UMP et le PS y ont renoncé, c'est bien, en effet, parce qu'ils n'ont plus de programme politique, ni même de pensée politique, tant ils sont inféodés au (ou adeptes du) fameux TINA de M. Thatcher (guerre à ses cendres !). C'est à cause de ce vide qu'ils n'ont plus de militant(e)s et qu'ils recourent à des primaires de pure légitimation médiatique qui achèvent de les transformer en écuries électorales qui se succèdent au pouvoir sans rien changer de significatif aux politiques suivies.

Il n'y a donc pas lieu de se réjouir qu'Attac comble (incomplètement, certes, mais vraiment bien) malgré elle un tel vide, même si c'est flatteur pour ses adhérent(e)s !

*[oui, j'appelle de mes vœux une Europe supranationale, mais comme ce n'est pas l'objet de l'édito, ce n'est pas grave que cela ne soit pas explicite (il suffit ici de dire que le débat de fond sur cette question n'est pas abordé). Sur le choix des candidats j'ai d'abord pensé comme toi que ce devait rester l'apanage des militants des partis; mais les choix des militants ne sont pas plus "éclairés" (ils avaient choisi Ségolène !...) JPA].*

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.